SUPPLÉMENT DE

L'ABEILLE.

LUNDI 10 MARS 1835.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Paroisse St. Jean Baptiste.—Cour des Preuves.—Lundi, 23 mars, 1835, et les suivants, à 9 h. A. M., à 10 heures du matin.—En vertu d'un décret de l'honorable Cour des Preuves de cette paroisse, en date du 7 du présent mois, à la requête de Blanchard Adolphe Bérenger, syndic des créanciers de la succession de la dame Joséphine Champagne, décédée, le vendeur de feu Pierre Brou, il sera exposé en vente publique, par devant la porte de la cour des preuves de la dite paroisse, sur la levée, les biens immobiliers et immobiliers appartenant conjointement et par indivis à la dite succession d'avec les sieurs P. A. Becnel, F. Becnel et V. Brou.

Biens appartenant en totalité à la dite succession :

1o. Une maison de 30 pieds carrés, divisée en cinq appartements, une petite cuisine, un petit magasin, un four et l'entourage de la cour dans laquelle se trouve le tout; les dits établissements seront vendus pour être enlevés dans un délai qui sera annoncé au moment de la vente; douze couverts et une cuillère à soupe en argent, une certaine quantité de meubles, meublants et divers ustensiles et effets de ménage.

2o. James, nègre américain, charretier, laboureur, d'environ 26 ans; Charles, nègre de domestique, d'environ 17 ans; Mary, négresse américaine, cuisinière et blanchisseuse, d'environ 26 ans avec son fils Hiler, de 3 ans; Charlotte, négresse créole de 18 ans, bonne domestique; Voltaire et Jean Baptiste, négrillons, orphelins, le premier de 4 ans et le second de 22 mois.

Biens dont un sixième indivis appartient à la dite succession, et dont les cinq autres sixièmes indivis appartiennent aux dits sieurs P.A. Becnel, F. Becnel et V. B. Brou:

Une certaine quantité d'instruments aratoires, d'outils et d'autres objets à l'usage d'une habitation, plusieurs bons chevaux de trait, quelques bêtes à cornes, parmi lesquels sont d'excellents bœufs dompteurs.

3o. Trente-huit esclaves, savoir : dix nègres créoles, vingt-deux domestiques américains, trois de africains, jeunes et vigoureux, dont un commandeur, un tonnelier, deux sucriers, un scieur de long, plusieurs charretiers, laboureurs, et un nègre capable de diriger une machine à vapeur.

4o. Une habitation établie en sucrerie, située dans cette paroisse, sur la rive droite du Mississippi, ayant seize arpents deux tiers environ de face sur soixante quatre arpents ou environ de profondeur, bornée du côté d'en bas par celle du sieur Marcellin Haydel et de l'autre par celle du sieur Seraphin Hymel, ensemble les dépendances de la dite habitation, consistant en deux maisons d'habitation, un magasin à vivres, une cuisine, quelques cases à nègres, une sucrerie, un moulin à vapeur, une purgerie, et une belle plantation en canne.

CONDITIONS;

Biens appartenant en totalité à la dite succession :

La maison et ses dépendances, payable à un an de terme, à compter du jour de la vente; les autres biens mobiliers payables pour toute somme jusqu'à cinquante piastres inclusivement, comptant; et pour toute somme au-dessus à six mois de terme, à dater de la dite vente.

Les esclaves payables, moitié dans un an, et le moitié dans deux ans à compter aussi du jour de la vente, le tout en billets endossés à satisfaction, payables, ceux à l'comptoir pour le mobilier au bureau du greffier de cette paroisse, et ceux à terme pour les esclaves, au domicile de la banque de l'Union de la Louisiane à la Nouvelle Orléans, avec réserve d'hypothèque sur les dites esclaves jusqu'à parfait paiement.

Biens dont un sixième indivis appartient à la dite succession, et dont les cinq autres sixièmes indivis appartiennent aux sieurs P. A. Becnel, F. Becnel et V. Brou.

Les objets mobiliers, payables comptant; les esclaves, payables en tiers comptant, un tiers comptant, et le dernier tiers dans deux ans à compter du jour de la vente.

L'habitation payable, un quart comptant, un quart dans un an, un quart dans deux ans et le dernier quart dans trois ans, à compter du jour de la vente. Les billets à fournir par les acquéreurs devront être par coupons entiers à satisfaction, portant hypothèque depuis parfait paiement et être payables à la Banque de l'Union de Louisiane à la Nouvelle-Orléans.

Les frais faits de vente, actes [illegible] d'hypothèque seront aux frais de l'acquéreur.

Paroisse de St. Jean Baptiste, ce 1er février 1835.

THOS. LE BLANC, [illegible]

11 fév—4 [illegible]

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour de Paroisse pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans.—Présent l'hon. Charles Watts, juge.—No. 12031.—Henry C. Gasaway contre ses créanciers.—La cession des biens du requérant est par la présente acceptée par la majorité de ses créanciers, et l'étude de Félix Grima, notaire public, pour y dresser les affaires de la dite cession et en administrer toutes les successions ultérieures.

Il est ordonné que P. F. Smith, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Par la Cour,

25 fév—[illegible] B. A. GUYOL, greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Premier district judiciaire.—Benjamin Blot contre ses créanciers.—No. 12094.—Vendredi 20 février 1835.—Présent l'hon. Charles Watts, juge.—Sur motion de M. C. McMillen, avocat de l'insolvable, qui fait connaître à la cour que l'avis de l'ordre à lui transmis, daté pour une assemblée des créanciers de l'insolvable n'a pas été publié; il est ordonné qu'avis soit donné aux dits créanciers d'avoir à paraître en cour mercredi 18 mars prochain, à 10 heures du matin, pour montrer cause, s'ils en ont, pourquoi la dit insolvable ne pourrait pas du bénéfice des lois faites pour le soulagement des débiteurs insolvables effectivement constitués prisonniers.—Extrait des minutes.

2 mars—6,2p\$ Jno. L. LEWIS, greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour de Paroisse pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans.—Présent l'hon. Charles Maurian, juge.—No 8071.—Jean Lanusse contre ses créanciers.—Sur motion de Rt. Preaux, avocat du défendeur, il est ordonné par la cour que les créanciers du dit Jean Lanusse s'assemblent à l'office de L. Féraud, Esq. notaire public, vendredi, 20 mars courant, afin de délibérer sur les affaires du pétitionnaire.

Par ordre de la cour.

6 mars—3, p16 ARMAND PIFOT, greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour de 1er. district judiciaire.—Samedi, 7 mars 1835.—Présent l'hon. Charles Watts, juge.—No. 12031.—Henry C. Gasaway contre ses créanciers.—En pour reconnaissant que les avis dans la cause des créanciers du pétitionnaire n'avaient pas été publiés conformément à la loi, il est ordonné que les dits créanciers aient à comparoître en cour le mercredi 1er. jour d'avril prochain, à 10 heures du matin, afin de déduire les raisons pour lesquelles le dit pétitionnaire ne jouira pas des droits que lui accorde l'acte pour venir au secours des débiteurs insolvables en état d'arrestation.

Extrait des minutes,

11 mars—8,2p\$ P. LEBLANC, greffier.

John W. Swain contre William R. Falconer.

EN vertu d'un ordre de saisie et de vente à moi adressé par l'honorable Cour de Paroisse dans et pour la paroisse de Jefferson, j'exposerai en vente publique à la porte de la Cour de Paroisse dans et pour la paroisse de Jefferson, désignée par le numéro 10 dans Pilet No. 20 du premier plan, mesurant 60 pieds sur la rue Philippe et 120 pieds de profondeur, le tout mesure française, borné d'un côté par le No. 11 et de l'autre côté par le No. 9, du même filet. Ledit terrain fut par lui acquis par nom de terre achetée par le vendeur de M. David Grillet par acte passé devant W. Y. Lewis, notaire public dans et pour la ville de la Nouvelle Orléans en date du 8 septembre 1827 avec toutes les améliorations qui s'y trouvent. Saisi dans l'affaire ci-dessus, dit filet se trouve borné par les rues Jackson, Philippe, Pauger et Chestnut.—Conditions—Comptant.

J. CHARBONNET, Jr. shff.

Paroisse de Jefferson, 19 février 1835. 28 fév 4t

Vente.—Ernest Trouchaud & J. Trouchaud contre *Jean Pitot.*

EN vertu d'un writ de pot facias à moi adressé par l'honorable cour du premier district judiciaire de l'Etat de la Louisiane, j'exposerai en vente publique à la porte de la paroisse dans et pour la paroisse de Jefferson, le mardi 17 mars 1835, à midi, la propriété ci-après décrite, savoir :

Un certain Lot de Terre

situé dans le faubourg de Lafayette, portant le No. 43, dans la paroisse de Jefferson, mesurant 30 pieds 4 pouces de face sur la rue Nayades sur 168 pieds 1 pouce 6 lignes de profondeur, ligne parallèle, le tout mesure américaine, entre deux cotés Charles Louis No. 4, 34 de face de l'autre côté par le no. 6, et dans la profondeur pareille sur 33 avec toutes les améliorations qui s'y trouvent situés dans l'alignement dessus.—Conditions comptant.

J. CHARBONNET, shff.

Paroisse de Jefferson, le 21 février, 1835. 28 fév 4t

FOULES DE DRAPS—250 pièces choisies de toutes sortes pour le marché nouvelle, des manufactures anglaises et autres à vendre par WM. C. HEYER & Co. 16 mars

VENTES PAR LE MARSHAL.

Louis Lacotes contre John Arba.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. Pitot, juge d'une chambre de la cour de cité de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique, le jeudi 19 mars 1835, à midi, à la Bourse Hewlett, encoignure des rues St. Louis et de Chartres, une jument, attelle et une bride, saisies dans ladite affaire, en jugement rendu dans cette affaire. Conditions—comptant.

7 mars B. BEAUREGARD, marshal.

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'hon. cour de cité de la Nlle. Orléans, j'exposerai en vente publique, le samedi 28 mars 1835, à midi, à la Bourse de Hewlett, encoignure des rues St. Louis et de Chartres, trois terrains situés dans le faubourg Washington désignés par les nos. 4 et 6 dans Pilet no 6, mesurant chacun 24 pieds de face à la rue Craps, sur 100 pieds de profondeur, après un plan dressé par Joseph Pilié, voyer de la ville, no 2, déposé à l'office de L. T. Caire, notaire public, saisis pour satisfaire au jugement rendu dans cette affaire. Conditions—comptant.

Saisis à la poursuite de L. La Coaster &co.

24 fév B. BEAUREGARD, marshal.

Conrad contre J. Weymann—J. Tam contre le même—J. Glassock contre le même.

EN vertu de trois ordres de fieri facias à moi adressés par l'hon. Wm. Grivot, juge conseiller de la cour de cité de la Nlle. Orléans, j'exposerai en vente publique, le samedi 28 mars 1835, à midi, à la Bourse Hewlett, encoignure des rues St. Louis et Chartres, un terrain situé dans le faubourg Annonciation, dans Pilet no 67, formé par les rues Pityanée, Euterpe, Cours du Colysée et le cours du Pretanée; le dit terrain désigné par le no 9, conformément à un plan dressé par Jos. Pilié le 8 février 1833, et qui se trouve annexé à un acte de vente passé par S. D. Dixon au défendeur le 21 mars 1835, saisies par L. T. Caire, not. pub; le dit terrain mesurant 42 pieds 7 pouces à la rue Euterpe, sur 63 pieds 11 pouces un quart de profondeur, limitrophe au terrain no 2, avec les bâtisses qui s'y trouvent dessus, ainsi pour satisfaire les jugements rendus dans les affaires ci-dessus. Conditions—comptant.

24 fév B. BEAUREGARD, marshal.

W. Sivejoy contre Ives & Williamson.

EN vertu d'un ordre de fieri facias, à moi adressé par l'hon. C. W. Shamburgh, juge conseiller de la cour de cité, j'exposerai en vente publique, le lundi 16 mars 1835, à 5 heures de l'après-midi, à la corderie de Odlum, rue de la Nlle. Levée entre la rue St. [illegible] et le Nouveau Marché, 2 cylindres de bateau à vapeur, saisis pour satisfaire au jugement rendu dans cette affaire. Conditions comptant.

5 mars B. BEAUREGARD, [illegible]

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'hon. J. Bermudez, président de la cour de cité de la Nouvelle Levée, j'exposerai en vente publique, le jeudi 12 mars 1835, à mon bureau, rue Ste. Anne, no 50, entre les rues de l'après midi, deux presses à imprimer et des encres, saisis à la poursuite de J. Walker.

3 mars B. BEAUREGARD, marshal.

J. Walsh contre G. Julien.

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'hon. J. Bermudez, juge suppléant de la cour de cité de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique le lundi 16 mars 1835, à 5 heures de l'après-midi, à la corderie de Odlum, rue de la Nlle. Levée entre la rue St. [illegible] et le Nouveau Marché, 2 cylindres de bateau à vapeur, saisis pour satisfaire au jugement rendu dans cette affaire. Conditions comptant.

5 mars B. BEAUREGARD, [illegible]

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'hon. J. Bermudez, président de la cour de cité de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique, le mardi, 24 mars 1835, à 5 heures de l'après-midi, à la corderie de Ste. Anne, no 50, 2 comptoirs, 1 encoignure, 1 pupitre, une grande table de bois de sapin, 2 chaises, 1 fauteuil, 1 table ronde, 1 poêle, 1 grande glace, 1 petite glace, 1 grande table à manger, 1 table à jouer, 1 table de nuit, 1 lit complet, 1 lit de sangle, 1 matelas, 1 paillasse, 1 traversin, 1 couverte, 1 paire de draps, 1 rideau, 1 tapis, 1 table à thé, 1 table à ouvrage, 1 table à écrire, 1 table à manger, 1 table à jouer, 1 table de nuit, 1 lit complet, 1 lit de sangle, 1 matelas, 1 paillasse, 1 traversin, 1 couverte, 1 paire de draps, 1 rideau, 1 tapis, 1 table à thé, 1 table à ouvrage, 1 table à écrire, saisis à la poursuite de J. Walker.

12 mars B. BEAUREGARD, marshal.

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'hon. J. Bermudez, président de la cour de cité de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique, le mardi, 24 mars 1835, à 5 heures de l'après-midi, à la corderie de Ste. Anne, no 50, 2 comptoirs, 1 encoignure, 1 pupitre, une grande table de bois de sapin, 2 chaises, 1 fauteuil, 1 table ronde, 1 poêle, 1 grande glace, 1 petite glace, 1 grande table à manger, 1 table à jouer, 1 table de nuit, 1 lit complet, 1 lit de sangle, 1 matelas, 1 paillasse, 1 traversin, 1 couverte, 1 paire de draps, 1 rideau, 1 tapis, 1 table à thé, 1 table à ouvrage, 1 table à écrire, saisis à la poursuite de J. Walker.

12 mars B. BEAUREGARD, marshal.

COUR DES PREUVES—Paroisse d'Orléans—Succession de Mark Bell.—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par [illegible] sur testamentaire de la dite succession ne devrait pas être approuvé et homologué, lesdits [illegible] entre les mains [illegible] conformément au dit compte et ledit exécuteur testamentaire déchargé de ses fonctions à de cette responsabilité. Par ordre de la cour. [13 mars] W. F. C. DUPLESSIS, rég.

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves—Attendu que Robert Douglass a présenté une pétition à l'effet d'obtenir des lettres de curatelle à la succession vacante de feu Henry Bishop, décédé intestat : Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition. Par ordre de la cour,

11 mars W. F. C. DUPLESSIS, rég. des cts.

ATTENDU que François Dutilet s'est adressé à moi à l'effet d'annuller les cinq cautionnements suivans, savoir ;

1o. Un cautionnement sous seing privé, en date du 20 mars 1816, pour la somme de sept mille cinq cent piastres, souscrit par Paul Lanusse et Joseph Tricou, sécurités,

2. Un cautionnement par acte notarié passé pardevant Michael de Armas, en date du 30 janvier 1821 pour la somme de sept mille cinq cent piastres, souscrit par Joseph Abat et Dominique Bouligny et Pierre Maspero, sécurités,

3. Un cautionnement par acte notarié pardevant Félix de Armas, en date du 18 avril 1827 pour la somme de huit mille piastres avec Antonio Ducros et Charles Delery, sécurités,

4. Un cautionnement par acte notarié passé pardevant Félix de Armas, en date du 31 janvier 1831, pour la somme de huit mille piastres souscrit par Antonio Ducros, sécurités.

Notice est donnée par ces présentes à toutes personnes y intéressées, d'avoir à déduire, par écrit laissé à la secrétairerie d'état, et ce, dans les quatre vingt dix jours qui suivront la publication de la présente, les raisons pour lesquelles les dits cautionnements ne seront pas annullés, biffés et annullés ainsi que les hypothèques qui en résultent.

Donné sous ma signature et le sceau de l'Etat, à la Nouvelle Orléans, le 25 février 1835 et (L. S.) de l'Indépendance des Etats Unis l'an cinquante neuvième.

E. D. WHITE,

Par le gouverneur,

MARTIN BLACHE,

Secrétaire d'Etat.

27 fév 3m

ATTENDU que J. B. Blanche, de la ville et de la paroisse de la Nouvelle Orléans, s'est adressé à moi à l'effet d'annuller un *bond* daté du 11 janvier 1834, et passé pardevant Pierre Pedesclaux, notaire public, signé comme cautionneur pour la dite ville et paroisse, conjointement avec [illegible] Planche comme sa propriété pour la somme de \$8,000 :

Je fais savoir, par les présentes, à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, par écrit, sous trente jours, devant mon office, à compter de la date de la dernière publication de la présente, les raisons, s'il en existe, pour lesquelles ledit bond ne devrait pas être annullé.

Donné sous mon seing et le sceau de mes armes, à la Nouvelle-Orléans, ce 18 mars 1835.

L. S. [illegible]

12 mars B. BEAUREGARD, marshal.

VENTES A L'ENCAN.

PAR J. LE CARPENTIER.

EN vertu d'un ordre de Phonorable cour de paroisse pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, en date du 4 Mars, 1835, il sera vendu le Mardi 14 Avril, 1835, à midi précis à la Bourse de Hewlett, aux propriétés et lots ci-après désignés, abandonnés par J. M. Fernandez à ses créanciers.

1. Un lot de terre situé en cette ville, côté Est de la rue Bourgogne, entre les rues des Ursulines et de l'Hopital, mesurant en pied français, trente pieds de face à la susdite rue Bourgogne, sur une profondeur de 120 pieds, borné d'un côté par la propriété appartenant ci-devant à Nicholas Duquesne et de l'autre par la propriété appartenant ci-devant à Vve. Dupuytron. Ensemble avec tous les édifices qui se trouvent sur le dit lot de terre.

2. Un lot de terre situé au faubourg Marigny, de cette ville, formant l'encoignure Nord Est des rues Champs Elysées et Moreau, mesurant 90 pieds de face à la première rue, sur 128 pieds de profondeur et face à la rue Moreau, le tout [illegible] mesure, bornée du côté de la rue Moreau par la propriété de John Rice. Ensemble toutes les améliorations qui se trouvent dessus.

3. Une portion de terrain située en cette ville, faubourg Marigny, dans la rue Marigny, désignée par le No. 1, au plan dressé le 25 mars 1834, par Bourgeois, arpenteur, et déposé pour minute en l'étude de F. de Armas, notaire, contenant neuf du Canal de la rue au [illegible] ce terrain ayant mesure une arpent, 23 pds. 3 pouces de face à la dite rue Marigny sur 100 pieds de profondeur d'un côté sur la ligne qui le sépare du No. 2, du dit plan, la même mesure de profondeur de l'autre côté sur la ligne qui le sépare du No. 4, du dit plan, et 23 pieds 5 pouces 6 lignes 2-7me. sur la ligne du fond qui le sépare de la portion de terrain désigné au dit plan par le No. 9

4. Une autre portion de terrain, situé au faubourg Marigny, adjoignant la précédente portion de terrain No. 3, cette dernière portion désignée par le No. 5, au plan susdite date du 25 mars 1834, mesure arpent quatre arpents, 23 pieds 5 pouces de face à la rue Marigny, 100 pieds de profondeur, d'une côté sur la ligne qui la sépare du No. 3, du dit plan, et 23 pieds 5 pouces 6 lignes 2-7me. sur la ligne du fond qui la sépare de la portion de terrain désigné au dit plan par le No. 9

4. Une autre portion de terrain, situé au faubourg Marigny, adjoignant la précédente portion de terrain No. 4